

Non aux violations flagrantes des droits et dignités des frères sub-sahariens au Maroc

Au cours des mois de septembre et décembre 2011, dans les villes de Rabat et Casablanca, la police marocaine a mené de vastes opérations de ratissage des frères du continent africains présents sur le sol marocain. A la suite de ces évènements, les associations de défense des droits de l'Homme et d'accompagnement des étrangers au Maroc ont rédigé des communiqués et interpellé le ministère de la justice pour dénoncer les fréquentes atteintes à la dignité et aux droits humains dont sont victimes les personnes migrantes au Maroc.

Le représentant attitré du Collectif des Migrants Subsahariens au Maroc (CCSM), lui aussi a adressé une lettre ouverte le 17 janvier 2012 à Messieurs Abdellatif Maâzouz (Ministre Délégué auprès du Chef du Gouvernement chargé des Marocains résidents à l'étranger), Abdelhamid El Jamri (Président du Comité pour les travailleurs migrants) et Driss El Yazami (Président du Conseil National des Droits de l'Homme au Maroc et Président du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger), pour les alerter sur les pratiques quotidiennes d'arrestation arbitraires et indignes dont sont victimes les personnes en provenance d'Afrique noire et habitant au Maroc. Depuis, la répression s'est encore accentuée : Les autorités marocaines font la sourde oreille à ces interpellations de cris d'alarme de nos frères vivants chez nous. Après le passage du 25 et 26 mars dernier de Monsieur Martin Schulz, Président du Parlement Européen, qui était à Casablanca en visite officielle pour assister à une session de l'Assemblée Parlementaire de l'Union Européenne pour la Méditerranée dont l'ordre du jour était : « la coopération dans la lutte contre le terrorisme et l'immigration clandestine et le renforcement du partenariat entre le Maroc et l'UE »...

Le Maroc s'est positionné comme un véritable gendarme de la frontière sud de l'Europe en instaurant la chasse au faciès dans plusieurs villes du royaume et plus particulièrement celles où habitent des personnes migrantes. Ceci se constate par une montée de la xénophobie. Les populations auparavant, accueillantes, humanistes et courtoises posent actuellement des actes racistes à l'encontre des frères sub-sahariens. Certains quotidiens locaux sont allés plus loin en taxant ces frères de porteurs de maladies comme le VIH sida. Toutes les arrestations et refoulements vers la frontière Maroc-Algérie de ces frères sub-sahariens ne leur apportent que souffrance, et misère. Elles ne profitent non plus au Maroc qui prétend embellir son image d'avancées démocratiques auprès de ses partenaires de l'union européenne.

C'est pourquoi, nous associations issue de l'immigration marocaine en France, en Belgique en en Hollande, ONG de défense des droits humains et d'accompagnement de migrants réunies à Paris le 21/04/2012 ; nous nous joignons aux précédentes communiqués des collectifs des migrants subsahariens au Maroc, de l'AMDH, de ABCDS, du GADEM pour dénoncer ces pratiques injustes et indignes à l'encontre des droits des personnes migrantes au Maroc.

- Ø Condamnons ces actes d'arrestations violentes, et caractères racistes contre les sub-sahariens au Maroc.
- Ø Apportons notre soutien de solidarité aux victimes de ces violences barbares, ainsi qu'aux militant(es) des associations, au Maroc qui défendent les droits des migrants sub-sahariens.
- Ø Condamnons ces violations des droits humains de la part des autorités marocaines
- Ø Exigeons l'arrêt immédiat des exactions et des mauvais traitements de toutes sortes dont sont coupables les forces de sécurité.
- Ø Exigeons la réparation matérielle et morale des

préjudices subis par toutes ces personnes.

Ø Exigeons la libération des personnes encore détenues et l'application des conventions internationales en matière de sécurité des migrants.

Ø Appelons toutes les organisations internationales à intervenir en faveur de ces populations vulnérables.

Ø Exigeons le respect par les autorités marocaines de la convention internationale des Droits des migrants et de leurs familles, pourtant signée par le Maroc

Premiers signataires : CCSM (Collectif des communautés Sub-sahariens au Maroc) ; CMSM (Conseil des migrants sub-saharien au Maroc), ATMF, IDD, SOS Migrants, Na'aoura France-Bruxelles, FCSME, NODE MAROC, CRIDHT/FTCR, AFAPREDESA, FCMA, Mvt 20 février, AMF, ASDHOM, CSP92, Manifeste des libertés, ASTI, EMCEMO, WASC-France, KMM-Hollande, EI GHORBA